



Simone de Beauvoir Institute Statement of Solidarity for the Indigenous Women of Val D'Or

Today, as the Public Inquiry Commission on relations between Indigenous Peoples and certain public services in Québec begins, we, the students, staff and Faculty of the Simone de Beauvoir Institute, express our solidarity with survivors and victims of gendered colonial violence and with the courageous twelve women in Val-d'Or whose statements first drew attention to the long-term structural violence and abuse that they and other members of Indigenous communities continue to face.

In 2015, a statement was signed by twelve Indigenous women alleging heinous sexual and physical abuse they suffered at the hands of Sûreté du Québec (SQ), the provincial police in Val-d'Or. The Quebec government's initial response to these claims was to mandate the SQ to investigate its own officers. Months later, the investigation was transferred to Montreal police, who presented Crown Prosecutors with thirty-eight files involving thirty-one alleged victims. In November of 2016, Crown Prosecutors announced that none of those officers would be charged. In response to what they saw as a blatant display of injustice, the women of Val-d'Or and the many Indigenous leaders supporting them have called upon the Liberal government to hold an independent provincial inquiry into police treatment of Indigenous people in Quebec.

As this long-overdue inquiry commences, we add our voices to denounce what Indigenous leaders have tirelessly shown about the structural and systemic violence against Indigenous people in Quebec and Canada. Indeed, we see the contemporary manifestations of violence against Indigenous peoples – including disproportionate deaths in custody and incarceration rates, the murdered and missing Indigenous women across Canada, and the inequalities they face in relations to economic resources, health care, and education – as manifestations of the inequities put in place through historical legislation originating with the Indian Act of 1876 and the Gradual Enfranchisement Act of 1896. Indeed, we wholeheartedly support the perspective that the legal system failed the women of Val D'Or and that the violence they reported must be recognized as part of larger and complex patterns of injustice developed through colonization.

Recognizing that vast disparities in power between settlers and Indigenous peoples persist, we call for critical examination of how the legal system can both re-victimize those who lay charges and protect those who are accused, especially when they are police officers. Moreover, with this statement, we also commit ourselves to supporting the interests of Indigenous women within and beyond our classrooms in the following ways:

- Understanding sexual violence as a tool of colonialism and racism.
- Recognizing the vital importance of providing space for Indigenous voices within the university institution and our curriculum.
- Listening to and learning from Indigenous scholars and communities.
- Teaching Canada's colonial history and exposing how settlers benefit from past and ongoing colonial violence.
- Emphasizing the importance of teaching about contemporary First Nations, Inuit and Metis cultures.

In sum, the Simone de Beauvoir Institute, its students, staff and Faculty strongly support efforts to bring justice to the women of Val-d'Or and stand in solidarity with all survivors and victims of gendered colonial violence.

Simone de Beauvoir Institute
Concordia University, Montreal, Quebec
June 5, 2017

Please Circulate

Media relations:

English: Dr. Gada Mahrouse (gada.mahrouse@concordia.ca)

Français: Dr. Geneviève Rail (gen.rail@concordia.ca)



Déclaration de solidarité de l'Institut Simone-De Beauvoir avec les femmes autochtones de Val-d'Or

Aujourd'hui, alors que débute la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec, nous, les étudiantes et étudiants, les membres du personnel et les professeures et professeurs de l'Institut Simone-De Beauvoir, exprimons notre solidarité avec les survivantes et les victimes de la violence coloniale genrée ainsi qu'avec les douze courageuses femmes de Val d'Or dont les propos ont permis d'attirer l'attention sur les abus et la violence systémique et à long terme qu'elles et d'autres membres des communautés autochtones continuent de subir.

En 2015, douze femmes autochtones ont signé une déclaration contenant des allégations de violences physique et sexuelle de la part d'officiers de la Sûreté du Québec (SQ), la police provinciale à Val-d'Or. La première réaction du gouvernement du Québec fut de minimiser les allégations en mandatant la SQ pour investiguer ses propres officiers. Plusieurs mois plus tard, l'investigation fut transférée au service de police de la ville de Montréal qui transmet finalement aux procureurs de la couronne 38 dossiers pour un total de 31 victimes présumées. En novembre 2016, les procureurs de la couronne ont annoncé qu'aucune accusation contre les officiers ne serait déposée devant la cour. À la lumière de cette injustice, les femmes de Val d'Or ainsi que plusieurs leaders autochtones soutenant leur cause, ont demandé au gouvernement libéral d'ouvrir une enquête provinciale indépendante sur les mauvais traitements des Autochtones du Québec par les forces de l'ordre.

Maintenant que cette enquête qui n'a que trop tardé commence, nous ajoutons nos voix pour dénoncer ce que les leaders autochtones ont sans cesse démontré : les violences structurelles et systémiques à l'endroit des personnes autochtones au Québec et au Canada. En effet, nous voyons les manifestations contemporaines de la violence à l'endroit du peuple autochtone (incluant la mort fréquente de détenus autochtones, la représentation disproportionnée des Autochtones dans le système carcéral canadien, les femmes autochtones disparues et assassinées partout à travers le pays et les inégalités flagrantes en termes de ressources économiques, de soins de santé et d'éducation) en tant que manifestations des iniquités mises en place par le biais de la Loi sur les Indiens de 1876 et de l'Acte pour encourager la civilisation graduelle de 1896. Nous affirmons que le système légal a failli et que la violence rapportée par

les femmes de Val d'Or doit être reconnue comme faisant partie de types plus complexes et plus vastes d'injustice développés par le biais de la colonisation.

En reconnaissant que d'énormes disparités de pouvoir persistent entre les colonisateurs et les personnes autochtones, nous exigeons un examen critique des façons dont le système légal peut malheureusement re-victimiser celles qui portent des accusations et protéger ceux qui sont accusés, particulièrement lorsqu'il s'agit d'officiers de police. En plus de notre déclaration de solidarité, nous nous engageons à soutenir les intérêts des femmes autochtones à l'intérieur et à l'extérieur de nos salles de classe en :

- Comprenant que la violence sexuelle est un outil du colonialisme et du racisme.
- Reconnaisant l'importance vitale de créer des espaces pour les voix autochtones au sein de notre curriculum, ainsi que dans le cadre plus large de l'université.
- Écoutant et apprenant des spécialistes autochtones et de leurs communautés.
- Enseignant l'histoire coloniale du Canada et en dévoilant la façon dont les colonisateurs bénéficient de la violence coloniale passée et présente.
- Soulignant l'importance d'enseigner la réalité contemporaine et les cultures des communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis.

En somme, l'Institut Simone-De Beauvoir, ses étudiantes et étudiants, ses membres du personnel et ses professeures et professeurs soutiennent les efforts pour que justice soit faite pour les femmes de Val d'Or et demeurent solidaires de toutes les survivantes et les victimes de la violence coloniale genrée.

Institut Simone-De Beauvoir
Université Concordia, Montréal, Québec
5 juin 2017

Prière de faire circuler

Relations publiques :

Français: Dr. Geneviève Rail (gen.rail@concordia.ca)

English: Dr. Gada Mahrouse (gada.mahrouse@concordia.ca)